

LES PAYS BALTES EN 2023 : ENTRE RÉARMEMENT ET SÉCURISATION DU TERRITOIRE FACE AUX MENACES RUSSES

KEVIN BREGENT ET BASTIEN POULIQUEN
29 NOVEMBRE 2023



LES PAYS BALTES EN 2023: RÉARMEMENT ET SÉCURISATION

INTRODUCTION

Au nord-est de l'Europe, bordés par la mer Baltique, se nichent trois joyaux méconnus mais essentiels : l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Ces trois nations, réunies sous l'appellation des Pays baltes, offrent une richesse culturelle et géographique souvent négligée par le reste du monde. Cependant, derrière cette façade pittoresque, ces pays ont une histoire mouvementée et sont confrontés à des défis de sécurité cruciaux, en particulier en raison de leur proximité avec la Russie. L'Estonie, avec ses vastes étendues verdoyantes s'étendant sur 45 200 km², présente une économie florissante, se démarquant dans le secteur de l'informatique et des énergies renouvelables. Sa voisine, la Lettonie, couvrant 64 589 km², brille dans le domaine financier grâce à une fiscalité attrayante, tandis que la Lituanie, d'une superficie de 65 286 km², mise sur le tourisme malgré les récents bouleversements dus à la pandémie et aux tensions régionales.



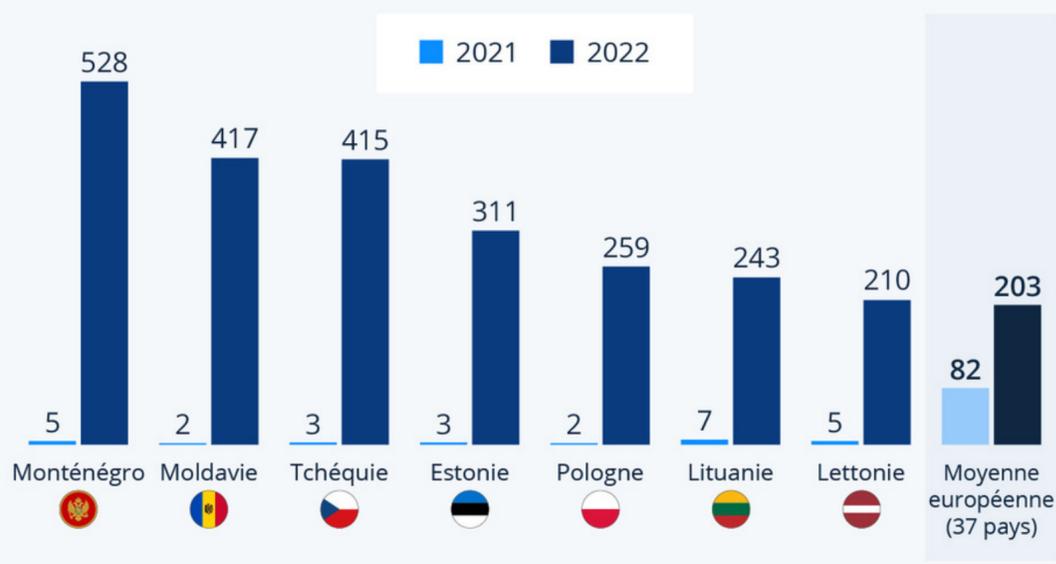
Ces nations, bien que partageant une histoire marquée par les siècles de contrôle étranger, se distinguent par leurs langues, leurs orientations culturelles et religieuses. Pourtant, leur unité est manifeste face à une crainte commune : la Russie. La situation sécuritaire des pays baltes est aussi fortement influencée par leur histoire, leurs relations géopolitiques et leur proximité avec la Russie. Depuis leur indépendance de l'Union soviétique en 1991, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont rejoint l'Union européenne et l'OTAN pour assurer leur sécurité face à d'éventuelles menaces extérieures, principalement la Russie. Cependant, la tension s'est accrue après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, suivie de l'invasion de l'Ukraine en 2022. Les pays baltes, inquiets des velléités expansionnistes de la Russie, ont alerté les alliés occidentaux et ont pris des mesures de rétorsion, notamment en soutenant l'Ukraine et en mettant en place des actions économiques pour réduire leur dépendance vis-à-vis de la Russie. Ces mesures ont été coûteuses pour les Pays baltes, car la Russie était un partenaire commercial important, fournissant une grande partie de leur énergie, principalement le gaz naturel. Pour compenser cette dépendance, ils ont investi dans des interconnexions énergétiques avec d'autres pays européens, développé des alternatives énergétiques et entrepris des projets d'infrastructures, tels que Rail Baltica, pour renforcer leur sécurité et leur indépendance énergétique. Une zone de préoccupation majeure est le corridor de Suwalki, contrôlé par la Lituanie, qui est crucial pour relier l'exclave russe de Kaliningrad à la Russie via la Biélorussie. Cette zone est stratégique, et toute perturbation pourrait avoir des implications importantes pour la sécurité régionale, surtout avec la présence de troupes russes et de missiles Iskander déployés dans l'enclave de Kaliningrad. En cas d'offensive russe, la proximité géographique et les infrastructures limitées des Pays baltes pourraient les rendre vulnérables à une invasion rapide. Ils ont cependant renforcé leur coopération avec l'OTAN depuis leur adhésion en 2004 et d'autres pays européens pour dissuader toute action agressive et se préparer à une éventuelle défense. Cet article présentera dans un premier temps l'évolution des questions sécuritaires communes aux pays baltes, et complétera ensuite ces défis en faisant le point sur la défense de chaque pays de la région à travers l'industrie de défense, la présence de l'OTAN et les mutations des armées nationales.

LA "MILITARISATION DE L'IMMIGRATION ILLÉGALE"

Avec une vague de migration sans précédent de plus de 5 millions d'ukrainiens cherchant à fuir la guerre, les pays baltes comptent parmi ceux qui ont fourni le plus gros effort d'accueil. Les pays baltes partagent une frontière avec la Russie à l'est, et la Biélorussie où persistent des préoccupations de sécurité, notamment migratoires depuis le début de la guerre en Ukraine. Les autorités lettones ont déclaré que 14 000 personnes ont tenté de franchir la frontière du pays en dehors des points de contrôle depuis le 11 août 2021. Ces derniers ont renforcé de leur côté les effectifs déjà présents aux postes frontières et ont entrepris dès octobre de fermer 2 postes frontières avec la frontière russe. En réponse à la décision de la Russie de restreindre considérablement les possibilités d'entrée des citoyens ukrainiens, le ministère letton de l'Intérieur a préparé un projet de décision gouvernementale le 12 octobre sur la suspension de l'exploitation des points de passage frontaliers de Pededze et de Vientuļi. La Russie a décidé qu'à partir du 16 octobre 2023, tous les détenteurs de passeports ukrainiens auront le droit d'entrer en Russie depuis des pays tiers à seulement deux points de passage frontaliers, dont le point de passage frontalier sur la frontière russo-lettonne - le point de passage frontalier de Vientuļi. Les statistiques relatives au franchissement de la frontière terrestre extérieure avec la Finlande, la Norvège, l'Estonie et la Lettonie font état de 600 personnes par jour, tandis que la perméabilité du poste de contrôle de Vientuļi est d'environ 65 personnes par jour, a déclaré le ministre de l'Intérieur letton.

L'Europe de l'Est face à un afflux de réfugiés sans précédent

Pays d'Europe avec les plus fortes hausses du nombre de réfugiés/demandeurs d'asile pour 10 000 habitants



De son côté, la Lituanie évoque la présence du groupe Wagner en Biélorussie depuis fin juin 2023. En effet, elle a pris la décision de fermer la frontière à la Biélorussie, ce qui a été largement critiquée par la Biélorussie. Frontière que les citoyens lituaniens ont franchi 230 000 fois au cours du premier semestre 2023. La décision a été qualifiée de "farfelue" de la part du voisin biélorusse. De manière générale, les autorités des pays baltes craignent que le groupe paramilitaire tente de recruter ces voyageurs à des fins d'espionnage, d'exercer une pression psychologique ou même de les faire chanter en vérifiant leurs téléphones et leurs médias sociaux. Ceci entraîne donc une augmentation des effectifs de gardes aux frontières et la fermeture des points de passage avec la Biélorussie.

D'autres part, les tentatives russes de recrutement aux frontières de réfugiés ukrainiens inquiètent également les autorités des pays Baltes. Le service de sécurité de l'État de Lettonie en août 2023 a affirmé que des agents des services de renseignement russes ont tenté de recruter des réfugiés ukrainiens en vue d'une coopération clandestine dans le cadre de la routine de passage de la frontière sur le territoire russe. Ainsi, les réfugiés ukrainiens sont interrogés sur le déploiement, les tactiques et le soutien occidental des forces ukrainiennes afin d'obtenir des informations utiles pour préparer de futures frappes. Dans la plupart des cas, les interrogatoires approfondis ont pour but de recueillir des informations, mais dans certains cas, ils sont également suivis d'efforts manifestes de recrutement.

LES PAYS BALTES EN 2023: RÉARMEMENT ET SÉCURISATION

Toujours dans l'idée de réguler les mouvements et à renforcer la sécurité frontalière, une mesure a été prise par les pays baltes en septembre 2023, impliquant l'interdiction d'entrée sur le territoire des voitures immatriculées en Russie. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des sanctions générales prises par l'Union européenne à l'encontre de la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine. En vertu de la décision de l'UE, les véhicules à moteur immatriculés dans la Fédération de Russie ne sont plus autorisés à pénétrer sur le territoire des 27 États membres, dont l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. "L'objectif des sanctions contre la Russie est de forcer le pays agresseur à se replier sur ses frontières", a déclaré le ministre estonien de l'intérieur, Lauri Läänemets, dans un communiqué.



"Nous devons tous comprendre qu'en Russie, il existe une zone frontalière entièrement contrôlée par le FSB (Service fédéral de sécurité), jusqu'à 10 kilomètres. Pour pénétrer dans cette zone, il faut une autorisation de l'État. Cela signifie donc que toutes ces personnes sont là avec une autorisation de l'État" Hanno Pevkur, ministre de la défense de l'Estonie

Dernièrement, une augmentation de l'activité migratoire illégale en provenance de Russie le long de la frontière russo-finlandaise a provoqué une coordination entre les pays nordiques et baltes. Des moyens sont donc mis en oeuvre, en réponse aux soupçons selon lesquels les autorités russes auraient permis à un nombre croissant de demandeurs d'asile sans papiers d'arriver à la frontière finlandaise. Le ministre letton de la défense, Andris Spruds, a défini le problème comme la "militarisation de l'immigration illégale". Le 24 novembre, la Finlande a donc fermé la plupart de ses points de passage frontaliers avec la Russie pour stopper l'afflux de demandeurs d'asile. De nord au sud, la cohésion non seulement entre pays Baltes mais aussi avec la Finlande s'en trouve de facto mise à l'épreuve.

ATTEINTES À L'INTÉGRITÉ DES TERRITOIRES BALTES

Les États baltes sont dès lors profondément inquiets face aux menaces hybrides (armées et non-armées) russes qui combinent des stratégies telles que la cyberattaque, la désinformation et les actions clandestines, alimentant ainsi leurs préoccupations sécuritaires et les incitant à renforcer leur résilience contre ces tactiques agressives. C'est ainsi qu'en avril 2023 sont révélés des documents stratégiques secrets de la Russie révélant des projets concernant les États baltes. Les documents, révélés par un consortium de journalistes internationaux, contiennent des plans distincts pour l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, mais leurs objectifs sont similaires. L'objectif global est de réduire la présence et l'influence de l'OTAN et de renforcer l'influence et la culture russes. Les documents montrent notamment également que Moscou a l'intention d'empêcher la construction de bases militaires de l'OTAN, d'affaiblir les gouvernements démocratiques locaux, d'étendre l'influence culturelle et linguistique de la Russie et de soutenir les organisations politiques pro-Kremlin.



*"Nous connaissons notre voisin [...] Notre tâche consiste à partager en permanence nos connaissances sur les actions de la Russie, à renforcer la résilience et à nous opposer aux tentatives d'influence directes et indirectes de la Russie"*a déclaré la première ministre estonienne, Kaja Kallas.

LES PAYS BALTES EN 2023: RÉARMEMENT ET SÉCURISATION

Du côté cyber, des attaques attribuées à la Russie persistent cette année contre des sites web lettons soulignant les menaces d'ingérence. L'agence nationale de cybersécurité de Lettonie CERT.LV, a déclaré le 4 septembre 2023 que "plusieurs groupes de hackers soutenus par la Russie mènent aujourd'hui des cyberattaques à grande échelle contre des institutions des secteurs public, financier et de la santé". Sans transition, des menaces d'attentats ont perturbé les cours dans les pays baltes depuis octobre 2023. Des alertes à la bombe envoyées par courrier électronique aux écoles et jardins d'enfants des trois pays baltes ont entraîné l'annulation généralisée des cours dans toute la région balte. La plupart de ces messages étaient rédigés en russe et contenaient des informations à caractère politique. Pour la seule journée du vendredi 13 octobre, les écoles lituaniennes ont reçu un total de 750 courriels de menace. La ministre lituanienne de l'Intérieur, Agne Bilotaite, a souligné qu'il ne semblait pas y avoir de danger réel. Elle a aussi souligné que ces fausses informations étaient destinées à provoquer la panique et a invité la population à ne pas s'alarmer. Les Etats baltes depuis le début de la guerre en Ukraine persiste à être victime d'action de déstabilisation dans le fonctionnement de leurs institutions. Le but des groupes majoritairement ralliés à la Russie, continue de susciter la méfiance au sein des sociétés baltes dans lesquelles les minorités russes composent une part importante des peuples baltes (20 à 30% de la population de chaque pays).



Par ailleurs, la sécurité de l'espace maritime a aussi été mise à l'épreuve en octobre 2023 avec l'endommagement de l'oléoduc Baltic Connector qui relie la Finlande et l'Estonie. L'opérateur du système gazier finlandais Gasgrid a signalé une fuite tôt dimanche 8 octobre au matin après que le gazoduc Balticconnector, long de 77 kilomètres et reliant les pays sous le golfe de Finlande, a connu une baisse de pression "inhabituelle". Après enquête des deux côtés de la Baltique, il a été déclaré que l'incident avait été causé par un porte-conteneurs chinois, traînant son ancre au fond de la mer Baltique par la police finlandaise. Cependant, cette dernière n'a pas précisé s'il s'agissait d'un incident ou d'un acte délibéré. L'incident a provoqué une hausse du cours du gaz européen, portée à son plus haut niveau depuis 6 mois. "Un hiver froid associé à une moindre disponibilité de gaz liquéfié et une nouvelle baisse des livraisons de gaz russe par canalisation pourraient raviver les tensions sur le marché, en particulier vers la fin de l'hiver 2023-24", a déjà prévenu l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

LES PAYS BALTES ET LA QUESTION ETHNIQUE RUSSE

La présence russe dans les pays baltes est historiquement complexe et sujette à des tensions, notamment depuis la fin de l'Union soviétique. Les relations entre les populations russophones et les gouvernements baltes ont souvent été tendues en raison de différends politiques, culturels et économiques, alimentant des débats sur la citoyenneté et les droits des minorités russophones dans la région.



Cette année, les pays baltes ont cherché à renforcer leur souveraineté et leur identité nationale, tout en naviguant dans un équilibre délicat pour gérer les relations avec la Russie voisine. Ainsi, le 4 avril 2023, la Lituanie a adopté une loi spéciale qui restreint l'obtention de visas pour les ressortissants russes et biélorusses, ainsi que les achats immobiliers et les demandes de permis de séjour pour les ressortissants russes. Cette loi sera en vigueur jusqu'au 3 mai 2024. Une mesure antérieure de suspension des demandes de visas russes et biélorusses a été introduite en Lituanie peu après le début de la guerre en Ukraine, en février 2022. La Lettonie de son côté a cherché à restreindre la résidence pour les ressortissants russes, notamment en imposant un test linguistique de langue lettone de niveau A2 pour les citoyens russes de moins de 75 ans. Ils ont l'obligation de le réussir, au risque de se voir perdre leur permis de résidence permanent, entraînant un ordre de quitter le territoire de gré ou de force. "La loyauté des citoyens russes est un sujet de préoccupation", a déclaré Dimitrijs Trofimovs, secrétaire d'État au ministère de l'intérieur. Parler russe au lieu de letton n'était pas un problème jusqu'à présent, mais la guerre en Ukraine a changé la donne. De fait, la campagne électorale de l'année dernière a été dominée par les questions d'identité nationale et de sécurité. Pourtant, après les premiers tests organisés, la majorité des russes échouent au test de langue lettone du premier coup. Entre le 11 avril et le 29 août, 61 % des citoyens russes n'ont pas réussi le test du premier coup, a indiqué le 5 septembre le Centre d'État pour le contenu éducatif (VISC). Jusqu'à présent, 13 147 citoyens russes se sont inscrits à l'examen linguistique et 11 301 l'ont passé alors que près de 20 000 personnes sont concernées. Plus de 6 500 personnes se sont inscrites à l'examen de rattrapage qui a lieu entre le 4 septembre et le 30 novembre dans cinq villes lettones.

En outre, les pays baltes tentent de préserver leur identité culturelle et de limiter les ingérences étrangères en contrant les influences médiatiques russes. Par exemple, le projet de nouveau concept de sécurité nationale de la Lettonie indique qu'à partir du 1er janvier 2026, le contenu créé sur les médias publics devrait être uniquement en letton et dans des "langues appartenant à l'espace culturel européen". Le financement public des contenus en langue russe cessera également. Cela signifie qu'il n'y aura plus de contenu en langue russe sur les chaînes de télévision et stations de radio lettones publics, et que les services spécialisés en langue russe seront également supprimés. Des appels à reconsidérer l'interdiction de contenu linguistique russe en Lettonie ont toutefois soulevé des questions de liberté d'expression et de tensions culturelles comme l'organisme de surveillance Public Electronic Mass Media Council. Cela fait écho à la législation sur le passage à l'enseignement en langue estonienne et l'interdiction d'enseigner dans une langue maternelle autre que l'estonien. Cette loi adoptée par l'Estonie en décembre 2022, introduit des mesures restrictives et potentiellement discriminatoires affectant les droits des minorités ethniques et linguistiques, selon des experts de l'ONU.

LES PAYS BALTES EN 2023: RÉARMEMENT ET SÉCURISATION



LITUANIE



Avec la plus importante population des pays baltes et fer de lance du soutien à l'Ukraine, la Lituanie a annoncé en fin 2022 sa volonté d'augmenter drastiquement ses dépenses en matière de défense. Pourtant déjà second investisseur, en part de PIB, de l'Europe avec 2,5% de sa production intérieure brute réinvestie, le Ministre de la défense Arvydas Anušauskas assure qu'atteindre la marche des 3% est sa priorité. Ce nouveau budget pour l'année 2023 allie à la fois une volonté de modernisation de l'armée lituanienne et la nécessité d'adapter le territoire à l'accueil de ses alliés, du fait de sa situation géographique précaire.

Cet accueil s'est par exemple caractérisé du 1er décembre 2022 au 1er avril 2023 par le déploiement de 4 Rafales C français. Dans le cadre de la mission de police du ciel de l'OTAN (enhanced Air Policing), ces derniers ont totalisé près de 500 heures de vols pour 27 aéronefs inconnus détectés et interceptés. Cette mission de présence souveraine dans l'espace aérien est primordiale dans le bras de fer avec la Russie. Après le déploiement durant 4 mois d'Eurofighters italiens de l'Aeronautica Militare, la France reprend la relève avec ses Mirages 2000-5 dans la base aérienne de Šiauliai à partir du 28 novembre. De plus, 2 AWACS de l'OTAN ont été déployés le 28 septembre dans le cadre d'une surveillance des activités russes à la frontière accentuée depuis février 2023. Il est cependant à noter que le plus grand contributeur à la défense lituanienne, de par son déploiement massif, est l'Allemagne. Pour le moment fort de 1,000 hommes, le gouvernement a annoncé en juin 2023, avec le soutien de l'opposition, sa volonté de le porter à 4000 hommes à l'horizon 2026.



Cela a été confirmé le 11 juillet par le Ministre de la défense allemand à l'occasion du sommet de l'OTAN à Vilnius. D'abord annoncé comme un engagement bilatéral, l'Allemagne semble maintenant chercher le feu vert de l'organisation. En effet, bien que décrit comme "dead" par le président lituanien Gitanas Nausėda, un tel déploiement contreviendrait au Pacte de coopération signé entre la Russie et l'OTAN en 1997. Cette fois dans le cadre de l'OTAN, une centaine de militaires allemands supplémentaires a été déployée en septembre. Présentés comme des unités de commandement d'une nouvelle brigade de l'OTAN (généralement constituée de 3,000 à 5,000 hommes), on assiste à la concrétisation du renforcement de l'Est annoncé par les pays de l'Alliance lors du Sommet de Madrid. Ainsi, selon le ministère de la défense lituanien, près de 5,000 soldats allemands pourraient être déployés en Lituanie sous 2026, avec l'installation d'un État-Major dès 2024.

LES PAYS BALTES EN 2023: RÉARMEMENT ET SÉCURISATION

Cependant, illustré par les doutes de l'ancienne présidente lituanienne Dalia Grybauskaitė quant au manque de leadership chez ses partenaires de l'ouest, la position du pays tend à diverger de ses homologues européens, comme lors de sa demande en septembre d'ouverture du marché européen de la défense aux Etats-Unis. La vision lituanienne est que l'alliance transatlantique et les enjeux liés à la guerre supplante l'unité européenne. Cela en opposition complète avec la vision française. Ainsi, le 27 octobre a été signé, entre la Lituanie et les Etats-Unis, un accord de sécurisation de l'approvisionnement militaire, devenant le 15e partenaire SOSA, après : le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni ; en Europe. Cette relation forte s'est en particulier illustrée dans l'arrivée, confirmée le 18 août, de 200 JLTVs (Joint Light Tactical Vehicle) américain. Mais se ressent également sur le terrain avec la mise en place de manœuvres militaires conjointes dans le cadre de l'OTAN : tels que les exercices Iron Wolf en octobre et Strong Griffin en novembre.

La Lituanie est, en outre, largement investie dans le conflit russo-ukrainien, avec la cession de munitions NASAMS et de 155mn en octobre, et encore plus récemment de systèmes de détonations à distance accompagnés d'équipements d'hiver spécialisés. Cet investissement massif ne s'explique pas uniquement par sa frontière commune avec la Russie, mais également par la présence de la Biélorussie à ses portes au sud. D'importants exercices biélorusses ont ainsi été repérés à la frontière en août, dans des simulations que le ministre de la défense biélorusse a décrit comme "le plus proche possible de situation de combat réelle", allant jusqu'à ajouter que "la possibilité d'un conflit direct armé avec l'OTAN dans le futur était devenu plus que probable". Dans ce contexte, la Lituanie a fermé 2 de ses 6 frontières avec la Biélorussie au début du mois de septembre, engageant par là même un fort rapprochement avec la Pologne (également contigu au voisin pro-russe). De fait, le ministre de la défense polonais a rencontré, une semaine plus tard, son homologue lituanien à l'emplacement de leur frontière tripartite avec la Biélorussie. Ce lieu est rendu stratégiquement crucial par la présence de l'enclave russe de Kaliningrad au nord-ouest.

Concernant le développement d'une force lituanienne en propre, la tentative de création d'une division lituanienne autonome et sa mise en place concrète s'avère ardue. L'ancien commandant des forces interarmées de l'OTAN Jorg Vollmer rappelle le coût important d'un tel dispositif, prenant l'exemple de la Pologne dont les dépenses s'étaient élevées à 17 milliards d'euros. Actuellement forte de 2 brigades de 11,000 hommes, la Lituanie devra atteindre un effectif de 17,500 soldats suivi d'un effort d'armement pour prétendre au titre de division. A noter toutefois l'annonce d'achat de 54 tanks en mars, suivi en juillet du succès de l'Allemagne avec le Leopard 2 dans l'appel d'offre ad hoc, face à l'Abrams américain.

Le Leopard 2 étant un véhicule blindé déjà largement répandu dans les armées européennes avec : le Danemark, La Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Norvège et la Pologne. 18 canons Caesar avait également été commandé à l'entreprise française Nexter en début d'année, accompagnée de commandes américaines de drones de combat Switchblade, de systèmes antichars Javelin, d'hélicoptères et de systèmes de fusées HIMARS.

Enfin, la volonté d'expansion de l'industrie de défense nationale a été affichée par le gouvernement en mars, sous la forme d'une feuille de route s'étirant jusqu'en 2027, avec entre autres l'institution d'un fond d'investissement pour la défense.



LES PAYS BALTES EN 2023: RÉARMEMENT ET SÉCURISATION



LETTONIE



Située entre l'Estonie au nord, la Lituanie au sud, la Biélorussie au sud-est et la Russie à l'est ; la Lettonie cherche également à accroître drastiquement ses dépenses militaires de "seulement" 2% à 3% du PIB dès l'année prochaine, selon la Ministre de la défense Ināra Murniece. L'objectif de déploiement de 31,000 soldats d'active accompagnés de 30,000 réservistes, est partagé par les différentes forces politiques du pays, assurant sur le papier une continuité future de la capacité de dissuasion lettone. Le Chef d'Etat-major letton a en outre affirmé le 7 novembre dans une interview télévisée, l'importance de la professionnalisation de la réserve nationale, avec l'instauration d'unités de "back up". Cela avait d'ailleurs été soutenu dans la conclusion d'un audit national dès octobre. C'est en effet devenu à la fois un enjeu militaire et de société, depuis l'instauration en avril du service militaire obligatoire pour les hommes de 18 à 27 ans. Mise en place à partir de janvier 2024, cette nouvelle législation est relativement soutenue par la population. Un sondage paru en juin estime la part de soutien dans la population à 61%, contre seulement 29% opposés, des chiffres en net croissance alors que la même question recueillait en 2022 respectivement 45% et 42%. On note d'ailleurs la présence de femmes au sein des premiers conscrits volontaires accueillis. Après de forts débats, la décision avait finalement été prise de limiter le service militaire obligatoire aux hommes seuls. Au global, le personnel militaire letton est composé de 16,5% de femmes, chiffre supérieur à la moyenne de l'OTAN (13% en 2020).

Actuellement, comme son voisin lituanien, la problématique la plus épineuse pour la Lettonie est sa frontière avec la Biélorussie. Dans le contexte du débarquement en juillet en Biélorussie d'un contingent de mercenaires Wagner, et de la forte hausse de tentative illégale d'accès au territoire (96 en seulement 24h au mois d'août). La Lettonie a annoncé un déploiement militaire renforcé à sa frontière, suivant l'annonce par la Pologne de l'envoi de 10,000 militaires complémentaires aux siennes. Les dirigeants de ces deux pays se sont en outre rencontrés le 16 août afin d'aborder la question, le président polonais concluant sur une promesse d'aide militaire en cas de nécessité. Conséquemment à ces événements, le ministre letton de l'intérieur Māris Kučinskis a envisagé fin août l'engagement de l'armée dans la construction de systèmes défensifs à la frontière. En effet, on considère généralement la partie de la frontière lettone comme le point faible des défenses occidentales, comparativement à ses voisins Litvaniens et polonais. Le 26, 27 et 28 août ont d'ailleurs été le théâtre d'exercice "anti-mobility" dans le cadre de la préparation de l'exercice Namejs 2023.



Ce dernier a pris place du 5 septembre au 2 octobre dans le cadre de l'OTAN en coopération avec l'armée américaine. La perte d'un drone au-dessus du territoire russe au cours de l'exercice nécessitant l'intervention du ministère des affaires étrangères, montre combien les tensions sont présentes dans la région, avec de fait un risque d'escalade inhérent.

LES PAYS BALTES EN 2023: RÉARMEMENT ET SÉCURISATION

L'événement notable de cette année concernant la présence otanienne en Lettonie est l'annonce, le 10 juillet par le 1er Ministre canadien Justin Trudeau, du doublement d'ici 2026 des forces canadiennes dans le pays, alors fortes de 1,700 hommes. Les premiers éléments de ce renforcement sont arrivés le 10 novembre sous la forme de 15 chars d'assaut Leopard 2A4M. Cependant, des pénuries d'équipement ayant survécu en juin ont forcé les militaires canadiens à investir eux-mêmes dans leurs équipements.

Cet événement tend à questionner le rapport entre effets d'annonces et réalité concrète du terrain, ironiquement mis en valeur par la qualité des fournitures danoises d'origine canadienne sur place. Le Canada s'est également investi aux côtés des Etats-Unis sur la question du cyber, avec le déploiement d'un commandant américain en réponses aux tentatives récentes d'hackers (en partie lié à la Russie) d'endommager les infrastructures vitales locales. La mission "hunt forward" impliquera une douzaine de membres du personnel américain de la Cyber National Mission Force du U.S. Cyber Command, d'une force opérationnelle canadienne de cyberdéfense et du CERT.LV letton (division de réponse à la cybersécurité de l'armée lettone).

La coopération au-travers de l'OTAN s'est maintenue à un niveau élevé, avec notamment l'exercice Silver Arrow en septembre ainsi qu'Iron Spear et Neptune Strike 2023 en novembre. La ministre de la défense Ināra Murniece a aussi annoncé en juin un plan d'investissement de 38 millions d'euros visant à accueillir la plus grande base militaire de la Baltique d'ici 2025. Celle-ci doublerait la capacité de la base actuelle d'Adazi au nord de Riga et serait située dans le sud-est du pays. Enfin, nous pouvons aussi noter une spécialisation faite sur la question maritime au-travers de l'utilisation des débarquements comme vecteur tactique. L'armée américaine a procédé pour la première fois au débarquement massif de 20 hélicoptères CH-27 Chinooks, accompagnés d'UH-60 Blackhawks et de véhicules militaires. L'exercice multilatéral Northern Coast 2023 a également transité en septembre par le port de Riga, marquant le premier investissement immédiat de forces américaines débarquées dans un exercice terrestre.

Enfin, l'investissement militaire letton a été l'occasion d'approfondir les liens diplomatiques. Il a en effet été décidé de procéder à un investissement conjoint avec l'Estonie, dans le cadre d'un contrat de 693 millions d'euros de véhicules militaires. Habitué au réaménagement de véhicules utilisés par ses alliés de l'OTAN, la décision d'investir dans du matériel neuf est un message fort envoyé quant aux ambitions politiques et stratégiques futures du pays. L'achat de système Iris-T SML (surface-to-air, medium-range launched) en septembre à l'entreprise allemande Diehl Defence s'est également fait dans un cadre de coopération entre voisins baltes. Sur le même secteur, la Lettonie (cette fois-ci seule) a commandé en octobre une série de systèmes de défense anti-aériens américain HIMARS et GMLRS. Enfin, parachevant sa volonté d'obtention d'une force de frappe aérienne crédible, une commande de 110 millions de dollars pour l'acquisition de Naval Strike Missiles a été passée en mai.

LES PAYS BALTES EN 2023: RÉARMEMENT ET SÉCURISATION

ESTONIE



Petit poucet des pays baltes avec une population de seulement 1,33 millions d'habitants, l'Estonie est pourtant loin d'être distancé par ses voisins du sud. En effet, avec le similaire objectif de 3% de son PIB dédié à la défense d'ici 2027, 54% de ses dépenses futures (2023-2026) sont dédiés aux investissements matériels et technologiques. L'objectif étant aussi pour l'année actuelle de faire passer les effectifs militaires de 26,000 à 36,000 hommes. En outre, cette armée d'active peut s'appuyer sur une force de réserve importante, permise par un service militaire obligatoire inscrit dans la Constitution du pays. L'augmentant de 8 à 11 mois, la nouvelle loi passée en mai vise, selon le gouvernement, à : "hausser le niveau de préparation au combat des conscrits, tout en faisant croître le pôle de spécialistes en son sein". Cette volonté ne se limite pas là et se retrouve notamment dans l'organisation entre août et octobre du plus grand exercice de réservistes jamais opéré dans le pays, avec un rassemblement de plus de 10,000 hommes. Constitué à majorité de réservistes, un second exercice a pris place en octobre, cette fois-ci dans un milieu urbain. Cet investissement s'explique par l'expérience historique d'un pays aux ressources limitées, ne connaissant que trop bien la nécessité de devoir compter sur chacun de ses citoyens. Cependant, bien que largement favorable à une défense armée en cas d'agression (83% de la population), selon une étude commandée par le Ministère de la défense estonien, seuls 43% des sondés approuveraient une hausse des dépenses militaires. On note également le peu de confiance de la population dans l'OTAN, avec seulement 1 personne sur 2 croyant à un soutien militaire direct en cas de conflit armée.

Si la Lettonie profite d'un fort soutien du Canada, et la Lituanie de l'Allemagne, l'Estonie peut quant à elle compter sur le Royaume-Uni. En effet, le Royaume-Uni a pour la première fois déployé mi-mai plus de l'équivalent d'une brigade (1,500 hommes) dans le cadre de l'exercice otanien Spring Storm, tout en anticipant un investissement similaire pour les futures éditions 2024 et 2025. Le mois de mai a également été l'occasion pour le ministre des affaires étrangères britanniques James Cleverly d'afficher sa volonté de s'investir de manière croissante dans la défense du "front de l'est" de l'OTAN.



L'Estonie est ainsi devenu le plus important déploiement britannique dans le monde, avec près de 11,000 soldats britanniques ayant transité dans le pays ces dernières années. Le positionnement britannique dans la zone est progressivement passé d'une posture dissuasive à défensive. Notamment par le choix de déploiement d'une des deux brigades "lourdes" formées dans le cadre du plan de réforme britannique 2021 "Future Soldier". Cependant, il est à noter certaines tensions entre soldats britanniques et estoniens héritées de leurs relations passées en Afghanistan. Mais aussi des cultures militaires divergentes, notamment dans la communication où les forces britanniques usent d'importantes discussions avant l'action, à l'inverse de leurs homologues estoniens. La relation reste tout de même bonne, comme l'énonce le ministre de la défense estonien Hanno Pevkur : "Nous avons eu des discussions très ouvertes avec les britanniques, aucun secret n'entache notre relation de travail".

LES PAYS BALTES EN 2023: RÉARMEMENT ET SÉCURISATION

Les britanniques ne sont pas les seuls en Estonie, avec dans une moindre mesure des contingents américains et français. Du côté des Etats-Unis, un premier effort produit en mai a amené leur nombre à 330, puis à 600 en septembre. L'ambassadeur américain en Estonie a ainsi inscrit cette action dans la continuité de l'engagement de renforcement du front est durant le sommet de Madrid. Enfin, une démonstration HIMARS a été menée sur le territoire estonien en réponse à l'achat de 6 de ces unités, dont la livraison est attendue en 2024. Côté français, l'engagement est plus léger, nous pouvons noter un exercice multilatéral engageant le 7e bataillon de chasseur alpin en mars, ainsi qu'une présence permanente de 120 parachutistes au travers de la mission Lynx contribuant à l'eFP (enhanced Forward Presence) aux côtés des britanniques.

Plus globalement, l'Estonie tâche comme son voisin letton d'accroître ses capacités d'accueil de l'OTAN, avec l'élargissement de la base de Nursipalu dans le sud-est du pays. On peut également noter la rénovation lancée en mai de la base aérienne d'Ämari sous forte pression depuis 2014, qui pousse la mission de police aérienne de l'OTAN à se délocaliser temporairement en Lettonie et Lituanie. Ainsi, bien que sur une même longueur d'onde quant à leur demande commune de renforcements de la part de l'OTAN, les pays baltes mènent de manière sous-jacente une compétition à celui qui sera le plus attractif. Outre cette question, la Lituanie prévoit en réponse aux enseignements tirés des guerres en Ukraine et dans le Haut-Karabakh, de mettre une place une batterie de munitions rodeuses (loitering munitions). Cette initiative serait une première dans l'OTAN, à l'aide des radars israéliens ad hoc, l'objectif serait la destruction systématique des défenses anti-aériennes adverses.



Enfin, comme énoncé plus haut, l'investissement en matériel nouveau est au cœur de la politique de défense de l'Estonie. Que ce soit avec les États-Unis, via un partenariat de sécurisation de la chaîne d'approvisionnement (signé quelques jours avant la Lituanie) en octobre. Avec la Turquie, pour 211 milliards de dollars de véhicules blindés ; avec Israël, pour les munitions rodeuses présentées plus haut et des munitions anti-tank. Ou bien tout simplement avec l'Union Européenne, par l'annonce d'un important achat de munitions en février, confirmé fin novembre à plusieurs manufacturiers européens. Parallèlement à cela, des accusations ont été portées par plusieurs nations européennes à son encontre, concernant le profit que le pays tirerait du système de remboursement européen aux armes fournies à l'Ukraine. De fait, on estime que l'Estonie a eu tendance à présenter comme neuf une quantité importante de son matériel ancien, poussant les réparations reçues à 134,2 millions d'euros. Pour comparaison, la Lituanie en réclamait 31 millions d'euros, et la France 28 millions. Le ministère de la défense estonien a néanmoins qualifié ces allégations de "mensonges" visant à "saper l'aide à l'Ukraine et l'unité européenne".

CONCLUSION

Les pays baltes affrontent cette année des défis complexes en matière de défense et de sécurité. Alors qu'ils cherchent à augmenter leurs dépenses militaires pour renforcer leurs forces et infrastructures face aux menaces russes et biélorusses, ces pays font face à des obstacles internes et externes. Malgré leurs efforts pour attirer l'attention de l'OTAN et renforcer leur coopération avec des alliés comme le Royaume-Uni, le Canada, les États-Unis et d'autres membres de l'Union européenne, les tensions persistantes à leurs frontières créent une pression continue. La question de la gestion des flux migratoires, souvent utilisée comme instrument politique ou de pression par la Russie et la Biélorussie, soulève des préoccupations majeures quant à la sécurité et à la souveraineté des pays baltes. Les activités d'espionnage et de cyberattaques attribuées à la Russie amplifient ces inquiétudes, incitant à renforcer les défenses contre ces menaces hybrides. En parallèle, la volonté des pays baltes de préserver leur identité culturelle et de contrer les influences médiatiques russes a entraîné des mesures restrictives vis-à-vis des ressortissants russes, suscitant des débats sur les droits des minorités ethniques et linguistiques. Dans cet environnement complexe, les États baltes sont confrontés à la délicate équation de maintenir leur souveraineté tout en renforçant leur défense collective au sein de l'OTAN. Ils doivent naviguer entre ces impératifs sécuritaires, les défis sociopolitiques internes et la préservation des droits fondamentaux, tout en gérant les relations complexes avec leurs voisins. En envisageant l'année 2024 pour les pays baltes en matière de sécurité et de défense, il est probable que ces nations continueront à renforcer leurs capacités militaires en réponse aux défis persistants dans la région. Malgré la stabilisation progressive du conflit en Ukraine, ces pays demeurent vigilants face à la menace potentiellement croissante émanant de la Russie et de la Biélorussie.

SOURCES

- Andžāns, M. (2023, 13 juillet). Latvia applauds the return to conscription. CEPA.
- Bns. (2023, 26 avril). Russia's secret strategy documents reveal plans involving Baltic states. Estonian World.
- Bryant, M. (2023, 24 novembre). Finland to close all but one Russia border crossing to stop asylum seekers. the Guardian.
- Cavcic, M., & Cavcic, M. (2023, 23 novembre). Following incident, BalticConnector pipeline capacity getting a boost to strengthen regional gas system. Offshore Energy.
- Djatkovica, E. (2023, 15 septembre). Latvia opens the doors to women in the military. CEPA.
- Eng.Lsm.Lv. (2001a, octobre 12). Russia-backed hackers attack Latvian cyberspace. LSM.LV.
- Eng.Lsm.Lv. (2001b, novembre 22). State defense concept adopted in Latvia. LSM.LV.
- Eng.Lsm.Lv. (2001c, novembre 24). Majority of Russians fail Latvian language test on first try. LSM.LV.
- Eng.Lsm.Lv. (2022, 7 décembre). Latvia's future security concept foresees no public media in Russian. LSM.LV.
- Euronews. (2023, 13 septembre). Baltic states ban vehicles with Russian license plates in line with EU sanctions interpretation. euronews.
- Goodfellow, M. (2023, 6 octobre). Deadline. Deadline.
- Gosselin-Malo, E. (2023, 15 juin). Estonia's global arms buying spree seeks drastic combat gains. Defense News.
- Hankewitz, S. (2023, 3 juillet). Less than half of Estonians support raising the defence spending. Estonian World.
- Harper, J. (2023, août 16). Polish, Latvian leaders discuss security, defense issues. aa.
- Helou, A., & Helou, A. (2023, 19 octobre). Estonia looks to Turkish firms for \$ 211M armored vehicle buy. Breaking Defense.
- Hill, J. (2023a, octobre 23). Estonia and United States enter security of supply arrangement. Army Technology.
- Hill, J. (2023b, octobre 25). Latvia procures US medium-range missile defence systems. Army Technology.
- How Lithuanians are preparing to stop Putin. (s. d.). Financial Times.
- Jc/jd. (2023, 13 octobre). Classes cancelled in Baltic countries following school bomb threats. Telewizja Polska S.A.
- Kayali, L. (2023, 12 septembre). Let the US in to EU arms deals, says Lithuanian minister. POLITICO.
- Le Dessous des Cartes - ARTE. (2023, 11 février). Pays Baltes : Aux portes de la guerre - Le dessous des cartes | ARTE [Vidéo]. YouTube.
- Lithuania : Restriction of visas for Russian and Belarusian nationals. (2023, 25 avril). European Website on Integration.
- Martinet, X., Decastiaux, C., & Portis-Guérin, M. (2018, 22 février). Pays Baltes – Otan, une relation bien comprise ? France Culture.
- Ministry of Defence. (2023, 15 mai). 1,500 UK troops join major NATO exercise amid expanded UK deployment to Estonia. GOV.UK.
- Misiunas, R. J., & Bater, J. H. (2023, 27 novembre). Baltic States | History, Map, People, independence, & Facts. Encyclopedia Britannica.
- Nato. (s. d.). L'OTAN déploie des avions de surveillance AWACS en Lituanie. NATO.
- Nordic, Baltic countries in close contact over increasing migrant activity on Russian-Finnish border. (s. d.).
- OHCHR. (s. d.). Estonia : New law banning mother-tongue education for minorities may violate human rights, warn UN experts.
- Post, B. F. (s. d.). Lithuania closes two border crossings with Belarus. The Frontier Post.
- Sytas, A. (2023a, mai 9). Russian citizens take language test to avoid expulsion from Latvia. Reuters.
- Sytas, A. (2023b, juillet 10). Canada pledges to double its troops for Latvia in NATO reinforcement. Reuters.
- Tensions on the Belarus border : A look at military spending and arms import patterns. (2023, 13 septembre). SIPRI.
- Ukrinform, & Ukrinform. (2023, août 27). Russia trying to recruit displaced Ukrainians at border crossings - Latvia's security officials. Ukrinform.
- US, Canada sent cyber experts to Latvia to bolster digital defenses. (s. d.).
- U.S. Department of Defense. (s. d.). DOD, Lithuania Ministry of National Defence Enter into Security of SUP.
- Vela, J. H., & Camut, N. (2023, 28 mars). EU allies query Estonia's bumper refund from weapons to Ukraine. POLITICO.
- Welle, M. K. D. (2023, 21 mai). Latvia battles to curb Russian media influence. Irt.lt.
- Wilke, P., & Von Der Burchard, H. (2023, 26 juin). Germany ready to put 4,000 soldiers permanently in Lithuania. POLITICO.



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

